

Coupures d'eau : « À force, un usager perdra son calme »

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / STÉPHANE AUGIER

20 février 2025



« À force, un usager perdra son calme et il fera un malheur. Il faut arrêter de mettre les gens à bout ou ça finira mal. » Ces mots, prononcés par Guy, un restaurateur de Jarry, résument l'exaspération des Guadeloupéens privés d'eau. *« On ne sait jamais quand l'eau reviendra, on doit faire des réserves dès qu'on peut »*, témoigne sur la même tonalité un habitant de Baie-Mahault.

Ce 20 février, le syndicat de gestion de l'eau, Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe (SMGEAG), annonce qu'à 11 heures, 33 000 abonnés étaient encore privés d'eau, contre 112 000 la veille. Les usines de Deshauteurs à Sainte-Anne et de Belin à Port-Louis (photo ci-dessus), ont été remises en service après des sabotages et vols de matériel. Une forte baisse de pression a aussi été observée sur le feeder

(conduite principale) de Belle Eau Cadeau.

Le 19 février à 8 heures, le préfet, Xavier Lefort, a activé le Centre opérationnel départemental (COD) pour coordonner les efforts de crise. Les forces de l'ordre, services de l'État et des collectivités sont mobilisés pour sécuriser les sites de production, garantir l'accès aux agents non-grévistes et rétablir l'approvisionnement. Samedi 15 février, le président du syndicat avait déjà déposé plainte contre X pour des intrusions dans les locaux du SMGEAG.

Cette crise est enracinée dans un conflit social démarré fin janvier et des négociations dans l'impasse au sein du SMGEAG. Les grévistes dénoncent une diminution de la part patronale prise charge dans la nouvelle mutuelle d'entreprise mise en place et un plan de départs volontaires.

Écoles menacées de fermeture, hôpitaux sous tension, et commerces contraints de réduire leur activité, pour les usagers cette situation n'est pas seulement une gêne quotidienne, mais une menace pour la santé publique et la cohésion sociale. La gestion de l'eau "constitue un test grandeur nature de crédibilité pour les responsables politiques de la Guadeloupe", à l'heure où ceux-ci nourrissent des ambitions "d'évolution institutionnelles ou statutaires" commente la fédération locale du Parti socialiste.